

Bruxelles, le 19.1.2020
C(2020) 303 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.1.2020

**relative à une mesure individuelle en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union
européenne pour la République centrafricaine financée à partir du 11^e Fonds européen
de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.1.2020

relative à une mesure individuelle en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne pour la République centrafricaine financée à partir du 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

Considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre d'une mesure individuelle en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne pour la République centrafricaine il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 24 du règlement (UE) 2018/1877 fait référence aux règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée à la République centrafricaine (RCA) doit se conformer strictement aux conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national (PIN)⁴ entre l'Union européenne et la République centrafricaine pour la période 2014-2020, qui s'aligne avec le «Plan de relèvement et consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA)», le cadre de référence pour la coopération du pays avec ses partenaires au développement. En particulier, les trois secteurs d'intervention prioritaires sont les suivants: (1) gouvernance économique et services sociaux, notamment l'éducation; (2) réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique; (3) résilience rurale et création d'emplois.
- (4) La mesure financée au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après «l'accord interne»)⁵, dont le titre est «Résilience rurale

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission C(2017)2747 du 27.04.2017 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République centrafricaine.

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

et création d'emplois: transfert 2019 en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine», vise à la résilience rurale et la création d'emplois en République centrafricaine à travers le Fonds fiduciaire Bêkou, qui est l'instrument privilégié de mise en œuvre des interventions du secteur (3) du PIN.

- (5) Le Fonds fiduciaire Bêkou contribuera au relèvement économique et social, en appuyant le secteur agropastoral et ses chaînes de valeur, et à la création d'emploi. Des interventions en appui à l'accord de paix seront aussi prises en considération avec un plus fort accent sur le développement local, la résilience des communautés et la réconciliation, dans une logique d'inclusion des zones géographiques jusque-là inaccessibles en raison de l'insécurité.
- (6) Conformément à l'article 235(4) du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 35, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, la contribution de l'Union sera virée sur le compte bancaire spécifique du fonds fiduciaire Bêkou.
- (7) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877⁶.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier
Adoption de la mesure

La décision de financement relative à une mesure individuelle en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne pour la République centrafricaine financée à partir du 11^e Fonds européen de développement, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: «Résilience rurale et création d'emplois: transfert 2019 en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine», présentée en annexe.

Article 2
Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne au fonds fiduciaire Bêkou est fixée à 26 000 000 EUR et est financée sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

⁶ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018).

Article 3
Modalités de mise en œuvre

Le Fonds fiduciaire Bêkou met en œuvre la contribution soit:

- directement (i) par les services de la Commission, y compris son personnel dans les délégations de l'Union sous l'autorité de leur chef de délégation respectif, (ii) ou par l'intermédiaire d'agences exécutives;
- ou indirectement avec des pays tiers ou les organismes qu'ils ont désignés, les organisations internationales et leurs agences, les organismes de droit public ou les organismes de droit privé ayant une mission de service public dans la mesure où ces derniers fournissent des garanties financières adéquates.

L'accord constitutif signé avec les donateurs définit les objectifs, la durée et les règles et procédures applicables à la gestion et à la gouvernance du Fonds fiduciaire Bêkou.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 19.1.2020

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission